

NOTE

Objet: **Rapport de synthèse de la session plénière**
- Bruxelles, les 15 et 16 mai 2003

1. **Méthode de travail de la Convention au cours de sa dernière phase et formation d'un consensus**
(CONV 720/03 et 721/03)

Méthode de travail

Le Président a brièvement présenté l'ordre du jour de la séance plénière qui cette fois-ci a duré deux journées entières afin que la Convention ait plus de temps à consacrer au débat sur les Institutions et sur l'action extérieure de l'Union.

Avant de passer au débat sur ces deux sujets, le Président a présenté la méthode de travail qui conduira à l'élaboration d'un consensus. Avant la prochaine session du 30-31 mai, les membres de la Convention auront reçu le projet global de constitution. Cela permettra:

- d'examiner les dispositions sur les politiques auxquelles on a souvent renvoyé dans le cadre des débats sur la Partie I;
- de discuter de la nouvelle version de ces sections qui ont été révisées par le Praesidium à la lumière des débats en plénière;
- de débattre des nouvelles dispositions mises au point par le Praesidium pour mettre en oeuvre des groupes de travail ou des cercles de réflexion.

Le Président a insisté sur la nécessité d'intensifier pendant les deux premières semaines de juin le travail de la Convention, y compris à travers une présence plus forte des Conventionnels à Bruxelles afin de pouvoir continuer le travail également au sein des « familles politiques », des composantes et éventuellement de quelques cercles de discussion. Entre-temps, le Président et les deux Vice-Présidents procéderont à des consultations et le Praesidium procédera aussi souvent que possible à une évaluation des progrès accompli dans la voie du consensus.

Dans la brève discussion qui a suivi, plusieurs Conventionnels ont insisté sur la nécessité d'examiner en profondeur la Partie III de la Constitution. Certains ont marqué leur inquiétude quant à la possibilité d'accomplir ce travail dans les délais impartis à la Convention. Un Conventionnel a proposé que les membres de la Convention déposent des amendements au texte global et que ces amendements puissent être votés par la Convention.

En réponse à ces interventions, le Président a rappelé que la méthode de travail de la Convention établie par la déclaration de Laeken est celle du consensus et exclut le vote qui ne serait pas représentatif dans une assemblée ainsi composée. En ce qui concerne la Partie III de la Constitution, le Président a suggéré que si la difficulté de la finaliser dans les délais se concrétisait, la possibilité de poursuivre le travail uniquement sur cette partie pendant quelques semaines supplémentaires serait examinée.

2. Débat sur le projet d'articles sur les institutions (Part I - Title IV) (CONV 691/03 et CONV 709/03)

Propos introductifs

Le Président dans son introduction liminaire a souligné le grand nombre d'amendements reçus par le Secrétariat sur le titre IV du projet de Constitution, auquel était joint un article qui trouverait sa place dans le titre VI consacré à la vie démocratique.

Le Président a rappelé que les articles sur les institutions de la première partie seront accompagnés par des dispositions à introduire dans la troisième partie. Certaines des remarques, observations ou propositions d'amendement déposées visaient à compléter et enrichir les textes présentés. Elles trouveront une réponse lorsque les articles de la seconde partie seront disponibles.

Le Président a en outre relevé que dans la masse de commentaires reçus on pouvait identifier deux types d'amendements:

Les premiers, les plus nombreux et les plus significatifs, ne remettaient pas en cause l'architecture d'ensemble du projet soumis par le Praesidium. Ils allaient dans le sens d'une clarification des dispositions proposées. Certains amélioraient sensiblement la rédaction retenue, par exemple en confortant ou précisant l'approche du Praesidium.

Le second type d'amendements, un peu moins nombreux que les premiers, mais représentant cependant un nombre significatif, revenaient, directement ou indirectement, à maintenir en l'état les textes actuels. Une telle demande avait été exprimée, de façon plus ou moins marquée, pour à peu près tous les articles les plus importants des dispositions institutionnelles, c'est à dire la composition du Parlement européen, le rôle et la présidence du Conseil européen, le calcul de la majorité qualifiée, le mode de désignation de la Commission, la désignation ou la composition de la Commission. Le Président s'est interrogé sur la compatibilité d'une telle approche de status quo avec le mandat que la Convention a reçu à Laeken. Il a rappelé certaines des questions avancées par les chefs d'État et de gouvernement, et a cité un certain nombre d'entre elles: "La première question à se poser est de savoir comment nous pouvons augmenter la légitimité démocratique et la transparence des institutions actuelles et elle vaut pour les trois institutions" ou "Comment peut-on renforcer l'autorité et l'efficacité de la Commission européenne ? " ou encore "Peut-on garder la rotation semestrielle du Conseil ?".

Le débat en session plénière a suscité de nombreuses prises de parole. Près de 90 Conventionnels ont pris part au débat auquel s'ajoutent les interventions au moyen des "cartons bleus". Le débat a été animé et riche d'enseignements. Il est possible de retenir un certain nombre de remarques générales avant d'examiner les points les plus souvent évoqués (pour la lisibilité de cette note les observations relatives au ministre des Affaires étrangères ont été regroupées avec celles sur le débat relatif à l'action extérieure de l'Union).

Remarques générales des Conventionnels

Un grand nombre de Conventionnels ont précédé leur intervention de remarques à caractère général ou exprimé certains principes. Parmi ceux-ci on peut relever:

Un nombre important de Conventionnels ont estimé que l'architecture institutionnelle d'ensemble devait respecter certains principes et parmi ceux-ci le principe de l'égalité entre États membres a été le plus souvent mentionné. La méthode communautaire a également été citée.

Nombre important de Conventionnels ont au cours de leurs interventions et de façon générale ou particulière manifesté leur attachement aux dispositions actuelles du traité, telles qu'elles sont issues du traité de Nice. Ils ont considéré qu'elles permettaient de répondre aux défis de l'Europe élargie et que les négociateurs d'alors avaient atteint un compromis satisfaisant. Il a en outre été rappelé que les Parlements et les populations des pays candidats en cours ou avaient été récemment conduits à se prononcer, en vue de leur adhésion, sur les dispositions institutionnelles actuelles. Il était donc difficile de défendre aux yeux des opinions publiques de ces pays une modification en profondeur des dispositions institutionnelles. D'autres Conventionnels ont relevé pour leur part que la convocation de la Convention par les chefs d'État et de gouvernement et l'adoption de la déclaration de Laeken en décembre 2001, montraient que les résultats obtenus à Nice avaient été considérés comme insuffisants pour répondre au défi de l'élargissement.

Enfin, un certain nombre de Conventionnels ont souligné dans leurs interventions que la Convention abordait la phase la plus délicate et la plus importante de ses travaux. Ils ont appelé au succès de la Convention et estimé que celui-ci ne pourrait intervenir que si chaque Conventionnel s'efforçait de faire preuve à la fois d'esprit de compromis et d'ambition privilégiait la recherche d'une solution consensuelle acceptable par tous. Ces Conventionnels ont appelé leurs collègues à faire abstraction de leur position initiale liée à leur appartenance à telle ou telle institution, "petit ou grand pays", nationalité ou groupe politique pour privilégier le bien commun. Plusieurs Conventionnels ont mis en garde la Convention, car si la Convention se révélait incapable de parvenir à un accord global il serait illusoire de penser que la conférence intergouvernementale (CIG) qui suivrait y parviendrait davantage. L'Europe était à un carrefour.

Remarques relatives aux diverses propositions institutionnelles du Praesidium

La question du Conseil européen et de sa Présidence a été évoquée par la quasi-totalité des Conventionnels. La proposition du Praesidium d'une Présidence stable pour une période de deux ans et demi renouvelable une fois a reçu un soutien appuyé d'une partie importante des membres de la Convention. Ces Conventionnels ont jugé qu'elle répondait à un souci d'efficacité et de meilleure organisation du Conseil européen, institution qui, à la différence de la Commission ou du Parlement, ne bénéficiait pas actuellement d'une présidence continue. Ils ont répondu aux inquiétudes de leurs collègues que les fonctions d'un Président du Conseil européen permanent ne diffèrent pas des fonctions exercées actuellement sur la base de la rotation semestrielle. Un autre groupe de Conventionnels a plaidé pour le maintien de la rotation, considérant qu'elle répondait au principe de l'égalité des États et présentait l'avantage de renforcer le sentiment d'intégration européenne, à tour de rôle, lors de l'exercice du mandat de la Présidence. Un certain nombre de Conventionnels ont cherché à établir des ponts entre ses positions divergentes et avancé diverses propositions de synthèse. C'est ainsi qu'un Conventionnel, soutenu par plusieurs de ses collègues, a proposé que l'élection du Président du Conseil européen se fasse directement par les citoyens européens sans que ses fonctions soient modifiées. Ceci permettrait de renforcer ou de créer un véritable "demos européen". Plusieurs autres ont estimé qu'ils pourraient se rallier à l'idée d'un président permanent du Conseil européen à condition que la porte soit laissée ouverte afin qu'à l'avenir ses fonctions et celles de président de la Commission puissent être fusionnées. D'autres Conventionnels, sans remettre en cause les propositions du Praesidium, ont estimé qu'elles gagneraient à être précisées sur un certain nombre de sujet, en particulier s'agissant des fonctions du Président du Conseil européen en matière de politique étrangère. Ne risquaient-elles pas d'empiéter sur celles du Président de la Commission ou du futur ministre des Affaires étrangères ? La question de la structure administrative chargée d'appuyer un éventuel Président du Conseil européen a été parfois évoquée, certains Conventionnels mettant en garde contre tout risque de duplication. Plusieurs Conventionnels se sont interrogés sur la légitimité démocratique d'un Président du Conseil européen qui ne serait élu que par ses pairs.

Sur la composition de la Commission, les avis ont également été divergents et ce point figure parmi ceux les plus souvent évoqués. Un grand nombre de Conventionnels a plaidé en faveur du principe selon lequel la Commission devait comprendre au moins un national de chaque État membre. Il s'agissait d'un principe fondamental qui traduisait l'égalité entre États membres et permettait à chacun d'entre eux de considérer que sa "sensibilité particulière" était prise en compte. Le compromis atteint à Nice sur ce point devait également être respecté. Un autre groupe a plaidé en sens contraire et approuvé le principe d'une Commission réduite comme le proposait le Praesidium. Ces Conventionnels ont souligné que la Commission avait vocation à être le lieu où s'exprime l'intérêt général et non celui de la représentation des États. Il convenait de privilégier l'efficacité et le caractère propre de cette Institution. Certains redoutent qu'elle ne devienne dans la pratique, si le principe d'un Commissaire par État était conservé, une sorte de Comité des représentants permanents (Coreper). Certains Conventionnels qui défendent le principe d'un Commissaire par État ont estimé qu'ils pourraient accepter de se rallier à une Commission plus réduite en nombre si l'accès aux fonctions de Commissaires se faisait par "rotation égalitaire". D'autres ont proposé que les dispositions du Praesidium entrent en vigueur à l'issue d'une période transitoire à déterminer. Certains, répondant en particulier aux interrogations exprimées par certains Conventionnels originaires des pays candidats, ont fait valoir que dans la pratique, tel serait le cas, puisque la prochaine Commission qui entrera en fonction à compter de novembre 2004 sera régie selon les dispositions du traité de Nice. Certains ont suggéré qu'aucun plafond numérique ne figure dans la Constitution et que le Président soit libre de constituer son Collège.

La question de la nomination et de l'élection du président de la Commission a également été abordée par de nombreux Conventionnels. Plusieurs ont souhaité que le Parlement européen désigne directement le Président de la Commission et considéré que les propositions du Praesidium n'apportaient pas de changement par rapport à la situation actuelle. D'autres ont avancé ou présenté diverses propositions de compromis qui modifient les propositions du Praesidium sans les remettre en cause. Plusieurs Conventionnels ont plaidé pour que le Parlement européen puisse être dissous, automatiquement ou non, dans l'hypothèse où le Parlement européen adopterait une motion de censure à l'égard de la Commission.

La proposition du Praesidium figurant à l'article 17 ter sur la définition de la majorité qualifiée n'a pas fait l'objet de commentaires aussi nombreux que les points précédents. Un certain nombre de Conventionnels a cependant marqué son attachement au dispositif issu du traité de Nice et mis en garde contre une réouverture des difficiles compromis atteints alors. D'autres leur ont répondu que le mécanisme de vote de Nice était particulièrement compliqué et difficile à comprendre par les opinions publiques. Ils ont salué l'effort de simplification et de clarification accompli par le Praesidium dans ce domaine.

S'agissant du Conseil, l'essentiel des commentaires a porté sur la rotation semestrielle. Un groupe important de Conventionnels a demandé qu'elle soit conservée. Certains ont suggéré que les Présidences successives s'intègrent dans une programmation pluriannuelle afin de répondre aux préoccupations de ceux qui soulignent les risques de rupture ou de changement de priorité d'une présidence à l'autre. Plusieurs Conventionnels ont suggéré que le Président de la Commission préside le Conseil des Affaires générales. S'agissant du nombre de formations du Conseil, les propositions du Praesidium ont été jugées trop restrictives par plusieurs Conventionnels qui ont estimé qu'il n'était pas nécessaire d'aller au-delà de la réduction opérée lors du Conseil européen de Séville.

La proposition de mettre en place une formation particulière du Conseil, appelé conseil législatif où l'ensemble de la législation serait délibérée, a également été controversée. Un certain nombre de Conventionnels, s'appuyant en particulier sur des prises de positions récentes des ministres de l'économie et des finances, ont estimé cette suggestion dangereuse car pour la cohésion européenne elle reviendrait à ce que les ministres spécialisés se désintéressent de la législation européenne. D'autres ont au contraire accueilli favorablement cette proposition au motif qu'elle introduirait un élément de coordination et de clarté nécessaire et bienvenu. Ils ont fait valoir que les ministres spécialisés pourront bien y siéger et que leur contribution sera essentielle. Enfin, répondant à une préoccupation exprimée, le Président a indiqué que le Conseil en formation législative ne siègerait pas en permanence, mais par session, ce qui permettrait au représentant de rang ministériel nommé par chaque État membre de conserver des liens avec sa capitale et d'y revenir régulièrement.

Le Parlement européen a été moins souvent évoqué. L'essentiel des commentaires a porté sur la perspective de la fixation d'un plafond. Un certain nombre de Conventionnels ont soutenu la proposition du Praesidium d'instaurer un plafond et de limiter à 700 le nombre de Parlementaires européens. Un conventionnel souhaitait que ce plafond soit fixé à un niveau inférieur, 600 ou 650. A l'inverse, d'autres Conventionnels ont demandé que le plafond de 732 introduit dans les dispositions de Nice soit maintenu. Plusieurs Conventionnels ont marqué leur souhait de conserver en l'état la répartition entre États membres fixée à Nice. Cette répartition était le fruit de compromis et il convenait de la conserver en l'état.

Un certain nombre de Conventionnels ont demandé que chaque institution puisse de façon indépendante décider librement du lieu de son siège. La situation actuelle où les sièges des institutions étaient répartis sur plusieurs lieux n'étaient, selon eux, pas satisfaisante.

La question de l'article X du titre VI relatif à un Congrès des peuples d'Europe a été peu évoquée par les Conventionnels. La plupart de ceux qui se sont exprimés à ce sujet l'ont fait dans un sens critique et ont demandé que cette proposition du Praesidium ne soit pas retenue. Ces Conventionnels ont estimé qu'elle revenait à créer une nouvelle institution, ce à quoi ils n'étaient pas favorables.

La Banque centrale européenne a fait l'objet d'un nombre réduit de commentaires. Certains conventionnels se sont toutefois interrogés sur la proposition du Praesidium de l'inclure parmi les institutions de l'Union à l'article 14. Certains Conventionnels, rappelant les conclusions du groupe sur la politique sociale, ont demandé que ses compétences ne soient pas limitées à la stabilité des prix mais couvrent également le soutien à la croissance économique et la lutte contre le chômage, sur le modèle de la banque centrale des États-Unis. Une Conventionnelle a estimé au contraire que le mandat actuel de la Banque centrale était satisfaisant et qu'il n'y avait pas lieu de le modifier.

Les organes de l'Union, le Comité économique et social et le Comité des Régions, ont été rarement évoqués par les Conventionnels à l'exception des Conventionnels disposant du statut d'observateurs et membres de ces organes. Dans leurs interventions, ces Conventionnels ont plaidé pour que ces organes, eu égard au rôle important qu'ils tiennent, selon eux, se voient reconnaître le statut plein et

entier d'institution et figurent donc à l'article 14. Cette revendication a été soutenue par certains membres de la Convention. à l'inverse, certains autres Conventionnels se sont interrogés sur l'utilité même des ces organes, estimant que leur contribution et leur valeur ajoutée aux travaux européens étaient sujettes à discussion. Un membre du Comité économique et social a estimé que l'organisme auquel il appartenait devait être cité avant le Comité des Régions au motif de son antériorité historique.

Sur la Cour de justice, les conventionnels ont reçu favorablement le projet d'article soumis par le Praesidium. Certains ont souligné, au sujet du mandat des juges et avocat généraux de la Cour, qu'un mandat unique plus long était de nature à renforcer la garantie d'indépendance, mais d'autres ont estimé que le système actuel fonctionne bien et devrait rester inchangé. Certains ont évoqué la possibilité de créer un recours spécifique dans la Constitution pour violation de la Charte des droits fondamentaux. Un conventionnel a souligné que la Cour de justice ne devrait pas être compétente au sujet d'actes adoptés dans le domaine de la PESC.

La Cour des comptes a été évoquée essentiellement sous l'angle de sa composition par certains Conventionnels. Ceux-ci ont plaidé pour un nombre réduit de membres, inférieur à 25 membres et composés de personnalité de haut niveau professionnel sans prendre en compte leur appartenance nationale.

3. Débat sur les projets d'articles relatifs à l'action extérieure **(CONV 685/03 et CONV 707/03)**

Introduction

Le vice-président Dehaene a ouvert le débat sur l'action extérieure, et a indiqué que près de 850 amendements aux projets d'articles avaient été déposés.

Il est ressorti du débat, au cours duquel plus de 70 intervenants ont pris la parole, que, dans l'ensemble, la Convention accueillait favorablement les projets de textes sur l'action extérieure présentés par le Praesidium. Un grand nombre d'intervenants ont rappelé qu'il importait que l'Union agisse collectivement sur la scène internationale afin de promouvoir des valeurs communes et de

défendre les intérêts collectifs. Un certain nombre d'entre eux ont souligné que l'action de l'Union dépendait avant tout de la volonté politique et de la solidarité entre les États membres. Dans le même temps, nombreux ont été ceux qui considèrent qu'il faudrait s'efforcer de prévoir dans la Constitution des mécanismes et des dispositions institutionnelles qui favorisent la convergence de vues entre États membres, l'efficacité du processus décisionnel et une utilisation cohérente des instruments.

Les conventionnels ont estimé que la nouvelle structure, qui regroupe toutes les bases juridiques dans un seul et même titre, contribuait à donner une vue plus cohérente des différents instruments dont dispose l'UE pour agir sur la scène internationale. La Convention a également considéré que le fait que tous les articles soient regroupés dans un seul titre de la Constitution n'entraînait pas une harmonisation des instruments et des procédures, mais qu'au contraire des modalités différentes continueraient de s'appliquer à des domaines politiques différents dans le contexte de l'action extérieure.

Un large consensus est apparu sur la proposition de créer un poste de ministre des affaires étrangères de l'UE, qui conjuguerait des fonctions dans le cadre de la PESC sous l'autorité du Conseil et des responsabilités dans d'autres domaines de l'action extérieure gérés par la Commission. Des divergences de vues sont toutefois apparues entre conventionnels quant aux conséquences de cette modification institutionnelle pour un certain nombre de questions, telles que le rôle de la Commission dans la PESC, la représentation extérieure et la présidence du Conseil "Affaires étrangères". Il a donc été convenu qu'il était nécessaire de préciser davantage le rôle du ministre et sa relation avec la Commission et le Conseil.

Certains intervenants ont proposé d'inclure des dispositions prévoyant la création d'un service diplomatique de l'UE, dont le personnel serait détaché du Secrétariat du Conseil, de la Commission et des services diplomatiques des États membres et travaillerait sous l'autorité du ministre des affaires étrangères de l'UE. Un certain nombre d'intervenants ont indiqué qu'ils préféreraient un autre titre que "ministre des affaires étrangères de l'UE", certains suggérant "Secrétaire de l'Union", "représentant extérieur de l'UE" ou "Foreign Secretary of the Union".

Articles horizontaux

En ce qui concerne l'article horizontal sur les principes et les objectifs de l'action extérieure de l'Union, plusieurs conventionnels ont souligné qu'il importait d'assurer la cohérence tant dans le cadre de l'action extérieure qu'entre ce domaine et les politiques internes. Plusieurs conventionnels ont notamment souligné qu'il serait bon d'exprimer de manière plus directe la nécessité de faire en sorte que les politiques internes n'aillent pas à l'encontre des objectifs de la coopération au développement et ont recommandé que le contenu de l'actuel article 178 du TCE, qui prévoit que les objectifs de la coopération au développement sont pris en compte dans la mise en œuvre de politiques qui sont susceptibles d'affecter les pays en développement, soit incorporé dans le paragraphe correspondant de l'article 1^{er}. Certains conventionnels ont indiqué qu'ils souhaitaient voir figurer dans cet article d'autres objectifs ou principes encore, tels que la paix, la solidarité entre États membres, la sécurité de l'Union, la diversité culturelle ou la coopération internationale dans la gestion des flux migratoires et la lutte contre la criminalité.

Les conventionnels ont estimé que la Constitution devait comporter des dispositions qui permettent à l'Union de déployer des instruments couvrant différents domaines de l'action extérieure aux fins d'un objectif commun. A cet égard, le rôle du Conseil européen a été mis en exergue. Toutefois, certains ont émis de vives réserves quant à la possibilité pour le conseil de l'UE et la Commission de faire des propositions conjointes, et plus particulièrement quant à la possibilité de prendre des décisions à la majorité qualifiée sur ces propositions conjointes.

Politique étrangère et de sécurité commune

D'une manière générale, les conventionnels ont accueilli favorablement les dispositions des projets d'articles qui encouragent les États membres à consulter et à informer leurs partenaires au niveau de l'UE avant de prendre une position sur la scène internationale. Cela contribuerait à créer un "réflexe européen", réduirait les risques d'affrontement sur l'échiquier international et favoriserait l'adoption de positions communes. Certains ont estimé que ces dispositions devraient être renforcées, mais d'autres ont rappelé que, en l'absence d'accord sur la position à adopter, les États membres conservaient leur compétence pour agir sur une base nationale.

La principale question concernant la PESC est celle de la procédure de décision. Un grand nombre d'intervenants ont estimé que l'unanimité était synonyme d'inertie dans le cadre de la PESC et ont plaidé pour que le vote à la majorité qualifiée (VMQ) devienne la règle au sein du Conseil, sauf pour les décisions ayant des implications militaires et en matière de défense, qui devraient être prises à l'unanimité. Différentes formules ont été avancées. Certains ont proposé que le VMQ ne puisse pas s'appliquer aux propositions émanant du ministre des affaires étrangères de l'UE. Tous ont été d'accord pour estimer qu'un État membre dont les intérêts vitaux sont en jeu devrait pouvoir empêcher la prise d'une décision par un vote. En pareil cas, le ministre de l'UE devrait s'efforcer de présenter une proposition acceptable pour l'État membre concerné. Certains ont suggéré que le Conseil prenne ses décisions, non pas à la majorité qualifiée, mais à la majorité "super qualifiée". D'autres ont jugé qu'il serait bon de pouvoir appliquer des coopérations renforcées dans tous les domaines de la PESC, ce qui la rendrait plus proactive.

D'autres intervenants ont fait part de leur opposition à ce que la VMQ devienne la règle et ont fait observer que les dispositions du traité actuel concernant la prise de décision à la majorité qualifiée n'étaient pratiquement jamais utilisées. Ils ont plaidé pour une meilleure utilisation de ces dispositions, ainsi que de celles relatives à l'abstention constructive. Pour rendre la PESC plus efficace, il est essentiel à leurs yeux de forger une volonté politique et de parvenir à une convergence de vues. Certains intervenants ont proposé de plutôt conserver l'unanimité comme règle générale, mais d'allonger progressivement la liste des sujets auxquels le VMQ peut s'appliquer, en commençant par les décisions relatives aux sanctions et aux actions PESC jusqu'à concurrence d'un certain plafond financier, fixé par le Conseil. A cet égard, d'aucuns ont souligné l'importance de la nouvelle disposition permettant au Conseil européen d'étendre l'usage du VMQ pour les décisions PESC prises au sein du Conseil.

En ce qui concerne le droit d'initiative dans le domaine de la PESC, différentes positions ont été exprimées. Certains ont estimé que la disposition permettant au ministre de l'UE de présenter une proposition conjointement avec la Commission était en contradiction avec la création proposée d'un poste de ministre de l'UE ayant un double chapeau. Ils ont fait valoir que, de ce fait, les propositions PESC du ministre de l'UE seraient soumises au principe de collégialité, ce qui serait contraire à la recommandation du groupe de travail VII sur l'action extérieure. D'autres ont considéré que le droit de faire des propositions devrait rester une prérogative de la Commission.

Ces conventionnels ont estimé que, en tout état de cause, il n'était pas opportun de prévoir une VMQ dans le cas d'une proposition conjointe de la Commission et du ministre de l'UE en matière de PESC.

Sur la question du contrôle démocratique de la PESC, certains conventionnels ont plaidé pour un renforcement du rôle du Parlement européen ; d'autres ont demandé que les parlements nationaux soient également associés à cet exercice. Le vice-président Dehaene a indiqué qu'une mention de la PESC et de la PESD serait insérée dans le protocole sur les parlements nationaux.

Politique de sécurité et de défense commune

En ce qui concerne plus particulièrement les questions de la politique de sécurité et de défense commune, plusieurs conventionnels ont salué l'approche ambitieuse du Praesidium pour cette politique qui est cruciale pour la crédibilité de l'Union sur la scène internationale. Ainsi, de nombreux conventionnels ont applaudi le fait que la politique de sécurité et de défense commune fasse partie intégrante de la PESC, nombreux ont également insisté sur la nécessité que cette politique s'appuie sur des capacités militaires et civiles appropriées et suffisantes pour faire face aux missions qui lui sont imparties. Certains conventionnels ont également insisté sur la nécessité de maintenir des relations équilibrées avec l'Alliance atlantique et de respecter les engagements que certains Etats membres ont entrepris dans ce cadre.

Le besoin d'actualisation des missions dans lesquelles l'Union peut s'engager a été acclamé par plusieurs conventionnels, certains suggérant notamment l'inclusion dans ce cadre de la lutte contre le terrorisme à l'extérieure de l'Union.

À ce sujet, de nombreux conventionnels ont insisté sur le besoin de renforcer le niveau des capacités qui sont mises à la disposition de l'Union. Ainsi, l'idée de créer une Agence d'Armement ou des Capacités a retenu un large soutien de la part des Conventionnels, bien que l'un d'entre eux ait suggéré qu'elle ne devrait pas être chargée de l'évaluation des engagements capacitaires des Etats membres.

Plusieurs conventionnels ont accueilli avec satisfaction la possibilité d'une coopération structurée dans le domaine des capacités en vue des missions les plus exigeantes. Certains ont insisté à cet égard sur le fait qu'il est nécessaire de permettre à des coalitions des volontaires qui ont lieu actuellement en dehors du traité, d'agir dans le cadre de l'Union et avec son aval. Certains conventionnels ont cependant marqué leur inquiétude quant au caractère de cette coopération au cas où elle serait trop fermée. Un conventionnel a considéré que l'inclusion d'une clause prévoyant la possibilité d'entreprendre des missions en dehors du cadre de l'Union n'était pas appropriée dans la Constitution. Quelques conventionnels ont suggéré qu'afin de rendre cette coopération plus inclusive, les dispositions de la coopération renforcée devraient pouvoir s'appliquer dans ce cas et plus généralement au domaine de la défense. D'autres ont proposé que les critères de capacités militaires soient établis par le Conseil et repris dans un protocole juridiquement contraignant. Un Conventionnel a suggéré que l'une des tâches de l'Agence d'Armement soit l'établissement de tels critères.

En ce qui concerne d'autres formes de flexibilité proposées, la plupart des conventionnels ont accueilli avec satisfaction la possibilité de la mise en oeuvre par certains Etats membres d'une mission décidée unanimement par le Conseil. Une telle disposition, permettra selon ceux-ci de constitutionnaliser une pratique pragmatique et qui est déjà en vigueur en dehors du traité. Un conventionnel a suggéré à cet égard que des Etats non membres de l'Union devraient pouvoir être invités à agir en commun avec les Etats membres de l'Union dans la réalisation de la mission. Certains conventionnels ont également insisté sur la nécessité d'inclure dans la constitution une clause permettant la possibilité d'engagement de défense mutuelle entre les Etats membres. Pour ces conventionnels, la défense mutuelle est un élément clé de solidarité entre les citoyens et les Etats dont l'engagement existe par ailleurs entre la plupart, mais en dehors du traité. Il serait donc légitime de consacrer cet engagement dans la Constitution. D'autres cependant ont exprimé des réticences à l'inclusion de la défense mutuelle dans le cadre de l'Union en jugeant qu'un tel engagement risquerait de dupliquer les engagements que de nombreux Etats ont entrepris dans le cadre de l'OTAN. D'autre part, certains Conventionnels ont exprimé leur inquiétude sur le préjudice qu'une telle clause pourrait porter au statut neutre ou non-aligné de certains Etats membres.

D'autres sujets ont également été invoqué par certains conventionnels, comme la question du financement des activités liées à la politique étrangère et de sécurité commune y compris de la politique de sécurité et de défense commune, quelques uns des conventionnels proposant qu'il se fasse dans le cadre du budget de l'Union.

D'autres éléments relatifs à la politique de sécurité et de défense commune ont également été invoqué comme la création d'une Union de sécurité et de défense.

Quelques Conventionnels ont également proposé d'inclure dans les dispositions relatives à l'action extérieure une plus forte présence des parlements nationaux qui dans le domaine de la défense.

La politique commerciale commune

Un certain nombre de conventionnels a fait valoir que la politique commerciale commune se devait d'être efficace et a souligné qu'il était nécessaire de pouvoir adopter des décisions à la majorité qualifiée dans tous les domaines, y compris la conclusion d'accords, quels qu'ils soient, tandis que d'autres conventionnels estimaient que le commerce de services culturels et audiovisuels devrait continuer de relever de la compétence partagée de l'Union et des États membres et que la négociation d'accords dans ce domaine devrait dès lors continuer de nécessiter le commun accord des États membres. Plusieurs conventionnels ont considéré que le rôle du Parlement européen dans le domaine de la politique commerciale devrait être renforcé davantage et ont soutenu que tant les mandats de négociation que la conclusion d'accords devraient faire l'objet de la procédure de l'avis conforme du Parlement européen. Certains ont en outre souligné qu'il fallait que le Parlement européen soit pleinement informé pendant toute la durée du processus de négociation.

Coopération au développement et aide humanitaire

En ce qui concerne les articles relatifs à la coopération au développement, plusieurs conventionnels ont estimé qu'il était essentiel de mentionner les objectifs spécifiques de réduction et, à terme d'élimination, de la pauvreté dans les sous-chapitres consacrés à la coopération au développement. Plusieurs conventionnels ont en outre préconisé l'intégration du Fonds européen de développement dans le budget et demandé la suppression, à l'article 26, de la référence au caractère particulier des relations avec les pays ACP. Certains conventionnels ont émis des réserves quant à la proposition d'établir un Corps volontaire d'aide humanitaire, comme le suggère l'article 30 relatif à l'aide humanitaire, et ont souligné la difficulté à fournir une assistance dans ce domaine ainsi que la nécessité de disposer de personnel formé.

Mesures restrictives

Les articles relatifs aux mesures restrictives ont suscité peu d'observations. Certains conventionnels ont souligné qu'il fallait garantir le respect des droits individuels fondamentaux ainsi que la conformité au droit interne; ils ont soulevé la question du contrôle juridictionnel par la Cour de Justice. D'autres ont suggéré que le champ d'application de l'article soit élargi pour couvrir les restrictions en matière de visas.

Accords internationaux

Pour ce qui est des accords internationaux, la plupart des interventions portaient sur le rôle du Parlement européen dans les phases de négociation et de conclusion des accords. Plusieurs conventionnels ont proposé d'étendre la consultation du Parlement européen à toutes les étapes de procédure de négociation et de conclusion des accords internationaux.

S'agissant de la compétence de l'Union au plan externe, certains conventionnels ont proposé de préciser dans la constitution que l'Union est compétente pour conclure un accord international dès lors que l'accord en question contribue à l'exercice d'une compétence interne.

Plusieurs conventionnels ont plaidé en faveur de l'octroi à la Commission du mandat de négocier les accords internationaux sauf ceux qui concernent exclusivement des questions relatives à la PESC, tandis que d'autres conventionnels étaient favorables pour donner mandat à la Commission de négocier tous les accords, y compris ceux touchant à la PESC. D'autres conventionnels encore estimaient que le ministre de l'UE devrait être chargé de mener les négociations alors que pour d'autres, cette tâche devrait incomber à la Présidence. Certains intervenants se sont prononcés en faveur de l'extension du vote à la majorité qualifiée à la procédure de conclusion d'accords dans tous les domaines.

Relations entre l'Union et les organisations internationales

En ce qui concerne les relations entre l'Union et les organisations internationales, certains ont considéré que l'Union devrait s'efforcer de devenir membre des organisations internationales, à commencer par les IFI. Certains ont fait valoir qu'il faudrait élaborer de manière plus détaillée les dispositions sur les relations avec les organisations internationales; certains ont suggéré d'ajouter l'OTAN à la liste des organisations figurant à l'article 35.

Clause de solidarité

En ce qui concerne la clause de solidarité, nombreux conventionnels ont salué avec beaucoup de satisfaction l'inclusion de cette clause dans la Constitution en tant que fondamentale pour l'expression de la solidarité entre les Etats membres et les citoyens. Certains conventionnels ont à cet égard insisté sur un élargissement de la portée d'une telle clause à d'autres menaces ou dangers comme les catastrophes naturelle d'origine humaine ou naturelle. Le Vice-Président a précisé qu'il existe une disposition par ailleurs dans la Constitution (art. 15) prévoyant la protection contre les catastrophes parmi les mesures d'appui.

Conclusions

Le Vice-Président Dehaene a conclu que la Convention accueillait favorablement la nouvelle structure proposée pour les articles relatifs à l'action externe. Il a pris acte du large soutien recueilli par l'article horizontal concernant les principes et les objectifs ainsi que de plusieurs demandes visant à en renforcer le paragraphe sur la cohérence.

Il a en outre observé un consensus général à propos de la création d'un poste de ministre des affaires étrangères de l'UE, même si les avis sur les conséquences d'un tel changement institutionnel étaient divergents, en particulier pour ce qui est du droit d'initiative dans le domaine de la PESC. Il a indiqué qu'il convenait de préciser de manière plus détaillée la position du ministre et sa relation avec le Conseil et la Commission.

S'agissant de la prise de décision en matière de PESC, il a noté, d'une part, que l'on réclamait davantage de VMQ et, d'autre part, qu'il y avait une opposition à s'engager dans cette voie.

Concernant la politique de sécurité et de défense, il a constaté que la Convention soutenait de nombreuses propositions faites par le Praesidium, comme par exemple l'intégration complète de cette politique dans la PESC, la mise à jour des missions de Petersberg et la création d'une agence, alors que sur d'autres questions, comme la défense mutuelle et les différentes formes de flexibilité, les vues n'étaient pas totalement convergentes.

Le Vice-Président Dehaene a pris note des différents points de vue exprimés au sujet de la politique commerciale commune, certains proposant la suppression des dérogations existantes et d'autres demandant clairement que ces dérogations soient maintenues.

Dans le domaine de la coopération au développement, il a pris note de ce que plusieurs intervenants demandaient que les principaux objectifs politiques soient spécifiés dans le chapitre en question et que la référence spécifique aux pays ACP soit supprimée.

S'agissant des accords internationaux, il a noté l'existence de points de vue différents sur la question de savoir qui devrait négocier au nom de l'Union et a constaté qu'un certain nombre d'intervenants voulaient étendre le rôle du Parlement européen.

En ce qui concerne la clause de solidarité, le vice-président a pris note de plusieurs demandes visant à en élargir la portée aux catastrophes d'origine humaine ou naturelle. Il a informé la Convention de ce qu'une base juridique spécifique pour la protection civile trouverait sa place ailleurs dans la Constitution.

List of speakers following order of intervention.

Plenary meeting 15 and 16 May 2003

LIST OF SPEAKERS

Thursday 15 May

Working method of the Convention during its last phase and consensus building process
(CONV 720/03 and 721/03)

*(Blue cards: BERGER, BROK, BONDE, DUFF, DUHAMEL, MAJJ-WEGGEN,
HEATHCOAT-AMORY, TEUFEL, ROCHE, PAPANDREOU)*

Debate on draft articles on Institutions (Part I - Title IV)
(CONV 691/03 and CONV 709/03)

1. Mr Gianfranco FINI - Italy (Government)
2. Mr Alain LAMASSOURE - European Parliament
3. Mr Alberto COSTA - Portugal (Parliament)
4. Mr Dimitrij RUPEL - Slovenia (Government)
5. Mr Elmar BROK - European Parliament
6. Mr Caspar EINEM - Austria (Parliament)
7. Mr Jacques SANTER - Luxembourg (Government)
8. Mr Hubert HAENEL - France (Parliament)
9. Mr Josep BORRELL - Spain (Parliament)
10. Mr Georges PAPANDREOU - Greece (Government)
- (Blue cards: SPINI, VOGGENHUBER, DINI, HOLOLEI, LEQUILLER, BRUTON)*
11. Mr Josef ZIELENIEC - Czech Republic (Parliament)
12. Mr Michel BARNIER - Commission
13. Ms Anne VAN LANCKER - European Parliament
14. Mr Peter HAIN - United Kingdom (Government)
15. Mr Edmund WITTBRODT - Poland (Parliament)
16. Mr Jens-Peter BONDE - European Parliament
17. Mr Alfonso DASTIS - Spain (Government)
18. Mr Andrew DUFF - European Parliament
19. Mr Erwin TEUFEL - Germany (Parliament)
20. Ms Danuta HÜBNER - Poland (Government)
21. Mr Lamberto DINI - Italy (Parliament)
22. Ms Lena HJELM-WALLÉN - Sweden (Government)
23. Mr Olivier DUHAMEL - European Parliament
24. Mr Paraskevas AVGERINOS - Greece (Parliament)
25. Mr Frans TIMMERMANS - Netherlands (Parliament)
26. Mr Alojz PETERLE - Slovenia (Parliament)
27. Ms Teija TIILIKAINEN - Finland (Government)
28. Mr Jan FIGEL - Slovakia (Parliament)
29. Mr Rihards PIKS - Latvia (Parliament)

30. Mr Henrik Dam KRISTENSEN - Denmark (Parliament)
31. Ms Meglena KUNEVA - Bulgaria (Government)
32. Mr Andrew DUFF - European Parliament
33. Ms Hanja MAIJ-WEGGEN - European Parliament
34. Mr Kimmo KILJUNEN - Finland (Parliament)
35. Ms Helle THORNING SCHMIDT - European Parliament
36. Mr Timothy KIRKHOPE - European Parliament
37. Mr Jürgen MEYER - Germany (Parliament)
38. Mr Dick ROCHE - Ireland (Government)
39. Mr Göran LENNMARKER - Sweden (Parliament)
40. Ms Liene LIEPINA - Latvia (Parliament)
41. Mr Joschka FISCHER - Germany (Government)
42. Mr Marco FOLLINI - Italy (Parliament)
43. Mr Abdullah GÜL - Turkey (Government)
44. Mr António VITORINO - Commission
45. Mr Kimmo KILJUNEN - Finland (Parliament)
46. Lord Mac LENNAN OF ROGART - United Kingdom (Parliament)
47. Mr Reinhard RACK - European Parliament
48. Mr Olivier DUHAMEL - European Parliament
49. Ms Anne VAN LANCKER - European Parliament
50. Mr Hannes FARNLEITNER - Austria (Government)
51. Ms Eduarda AZEVEDO - Portugal (Parliament)
52. Mr Ben FAYOT - Luxembourg (Parliament)
53. Mr Jozef OLEKSY - Poland (Parliament)
54. Mr Ernâni LOPES - Portugal (Government)
55. Mr Panayotis DEMETRIOU - Cyprus (Parliament)
56. Mr. Peter HAIN - United Kingdom (Government)
57. Mr Alfonso DASTIS - Spain (Government)
58. Mr Dick ROCHE - Ireland (Government)
59. Mr Neil MacCORMICK - European Parliament
60. Mr William ABITBOL - European Parliament
61. Mr David HEATHCOAT-AMORY - United Kingdom (Parliament)
62. Mr Péter BALÁZS - Hungary (Government)
63. Mr Puiu HASOTTI - Romania (Parliament)
64. Mr Jari VILÉN Finland - (Parliament)
65. Mr Karel de GUCHT - Belgium (Parliament)
66. Mr Michael ATTALIDES - Cyprus (Government)
67. Mr Henning CHRISTOPHERSEN - Denmark (Government)
68. Mr Reinhard BÖSCH - Austria (Parliament)
69. Mr Peter SERRACINO-INGLOTT - Malta (Government)
70. Mr John BRUTON - Ireland (Parliament)
71. Ms Hildegard PUWAK - Romania (Government)
72. Mr József SZÁJER - Hungary (Parliament)
73. Ms Marietta GIANNAKOU - Greece (Parliament)
74. Mr Rytis MARTIKONIS - Lithuania (Government)
75. Ms Lone DYBKJAER - European Parliament
76. Mr Proinsias de ROSSA - Ireland (Parliament)
77. Ms. Cristiana MUSCARDINI - European Parliament
78. Mr Antonio TAJANI - European Parliament
79. Mr Kemal DERVIS - Turkey (Parliament)
80. Mr Jan KOHOUT - Czech Republic (Government)

81. Ms Cristiana MUSCARDINI - European Parliament
 82. Mr Sören LEKBERG - Sweden (Parliament)
 83. Ms Linda McAVAN - European Parliament
 84. Mr Pierre LEQUILLER - France (Parliament)
 85. Mr Josef CHABERT - (Committee of the Regions) Observer
 86. Mr Vytenis ANDRIUKAITIS - Lithuania (Parliament)
 87. Mr Proinsias DE ROSSA - Ireland (Parliament)
 88. Mr Jelko KACIN - Slovenia (Parliament)
 89. Mr Gabriel CISNEROS LABORDA - Spain (Parliament)
 90. Mr Dominique de VILLEPIN - France (Government)
 91. Mr Luis MARINHO - European Parliament
 92. Ms Sandra KALNIETE - Latvia (Government)
 93. Mr Algirdas GRICIUS - Lithuania (Parliament)
 94. Mr Johannes VOGGENHUBER - European Parliament
- (Blue cards: ALMEIDA-GARRETT, TOMLINSON, SEVERIN, HAIN)*
-

Friday 16 May

Continuation of the debate on draft articles on Institutions (Part I - Title IV)
(CONV 691/03 and CONV 709/03)

95. Mr Henrik HOLOLEI - Estonia (Government)
96. Mr Esko SEPPANEN - European Parliament
97. Mr Alexandre ARABADJIEV - Bulgaria (Parliament)
98. Mr Juraj MIGAS - Slovakia (Government)
99. Mr Reinhard RACK - European Parliament
100. Ms. Elena PACIOTTI - European Parliament
101. Mr Péter ECKSTEIN-KOVACS - Romania (Parliament)
102. Mr Roger BRIESCH - (Economic and Social Committee) Observer
103. Mr Manfred DAMMEYER - (Committee of the Regions) Observer
104. Ms Claude DU GRANDRUT - (Committee of the Regions) Observer
105. Mr Caspar EINEM - Austria (Parliament)
106. Ms Lone DYBKJAER - European Parliament
107. Mr Georgios KATIFORIS - Greece (Government)
108. Ms. Piia-Nora KAUPPI - European Parliament
109. Mr. Francesco SPERONI - Italy (Government)
110. Mr. Guilherme OLIVEIRA-MARTINS - Portugal (Parliament)
111. Mr René van der LINDEN - Netherlands (Parliament)
112. Mr Kimmo KILJUNEN - Finland (Parliament)
113. Mr Adrian SEVERIN - Romania (Parliament)
114. Ms Helle THORNING SCHMIDT - European Parliament
115. Mr Josef CHABERT - (Committee of the Regions) Observer
116. Mr George JACOBS - (European Social Partners) Observer
117. Mr Emilio GABAGLIO - (European Trade Union Confederation) Observer
118. Mr Manfred DAMMEYER - (Committee of the Regions) Observer

Debate on draft articles on External Action and Defence
(CONV 685/03 and CONV 707/03)

1. Ms Linda McAVAN - European Parliament
2. Mr Lamberto DINI - Italy (Parliament)
3. Mr Jan FIGEL - Slovakia (Parliament)
4. Mr Elmar BROK - European Parliament
5. Mr Antonio VITORINO - Commission
6. Mr Jürgen MEYER - Germany (Parliament)
7. Mr Gijs de VRIES - Netherlands (Government)
8. Mr Dominique de VILLEPIN - France (Government)
9. Mr Hannes FARNLEITNER - Austria (Government)
10. Ms Marietta GIANNAKOU - Greece (Parliament)
11. Mr Alfonso DASTIS - Spain (Government)
12. Mr Jozef OLEKSY - Poland (Parliament)
13. Mr Peter HAIN - United Kingdom (Government)
14. Mr Luis MARINHO - European Parliament
15. Mr Gianfranco FINI - Italy (Government)
16. Mr Jelko KACIN - Slovenia (Parliament)
- (Blue cards: SPINI, BONDE, DUFF, Van EEKELEN)*
17. Mr Hans Martin BURY - Germany (Government)
18. Ms Eduarda AZEVEDO - Portugal (Parliament)
19. Mr Gabriel CISNEROS LABORDA - Spain (Parliament)
20. Ms Danuta HÜBNER - Poland (Government)
21. Mr Göran LENNMARKER - Sweden (Parliament)
22. Mr Algirdas GRICIUS - Lithuania (Parliament)
23. Mr Dick ROCHE - Ireland (Government)
24. Ms Cristiana MUSCARDINI - European Parliament
25. Mr Henning CHRISTOPHERSEN - Denmark (Government)
26. Mr Pierre LEQUILLER - France (Parliament)
27. Ms Lena HJELM-WALLÉN - Sweden (Government)
28. Mr René van der LINDEN - Netherlands (Parliament)
29. Mr Andrew DUFF - European Parliament
30. Ms Sandra KALNIETE - Latvia (Government)
31. Mr Kimmo KILJUNEN - Finland (Parliament)
32. Mr Vytenis ANDRIUKAITIS - Lithuania (Parliament)
33. Mr Ernâni LOPES - Portugal (Government)
34. Ms Teija TIILIKAINEN - Finland (Government)
35. Mr Hubert HAENEL - France (Parliament)
36. Mr Jan KOHOUT - Czech Republic (Government)
- (Blue cards: VOGGENHUBER, SEVERIN, BONDE, WUERMELING, HAIN, LENNMARKER, DINI)*
37. Mr Rytis MARTIKONIS - Lithuania (Government)
38. Mr Eduard MAINONI - Austria (Parliament)
39. Mr Sören LEKBERG - Sweden (Parliament)
40. Mr Tunne KELAM - Estonia (Parliament)
41. Mr Jari VILÉN - Finland (Parliament)
42. Mr Dimitrij RUPEL - Slovenia (Government)
43. Mr Alain LAMASSOURE - European Parliament
44. Mr Caspar EINEM - Austria (Parliament)
45. Mr Puiu HASOTTI - Romania (Parliament)

46. Mr Louis MICHEL - Belgium (Government)
47. Ms Sylvia-Yvonne KAUFMANN - European Parliament
48. Mr Alberto COSTA - Portugal (Parliament)
49. Mr Antonio VITORINO - Commission
(Blue cards: MacCORMICK, LENNMARKER, McDONAGH)
50. Mr Carlos CARNERO - European Parliament
51. Mr William ABITBOL - European Parliament
52. Mr Henrik HOLOLEI - Estonia (Government)
53. Mr Oguz DEMIRALP - Turkey (Government)
(Blue cards: GORMLEY, Van LANCKER, PACIOTTI, LENMARKER, MACLENNAN, HAENEL, SCOTLAND)
54. Mr Diego LOPEZ GARRIDO - Spain (Parliament)
55. Ms Renée WAGENER - Luxembourg (Parliament)
(Blue cards: VITORINO, DUFF, HAENEL)
56. Mr Jens-Peter BONDE - European Parliament
57. Mr Caspar EINEM - Austria (Parliament)
-